

Terrorisme : Les Nigériens sont satisfaits de l'implication de leur armée et ne veulent pas de l'aide d'une armée étrangère

Dépêche No. 653 d'Afrobarometer | Mahamne Tahirou Ali Bako

Résumé

Le Niger traverse depuis un moment une crise sécuritaire qui tire son origine de l'instabilité politico-militaire en Libye. En effet, la crise libyenne a des répercussions sur l'ensemble de la bande sahélo-saharienne, entraînant la naissance et le développement des réseaux criminels et terroristes. Cette situation vient poser un défi sécuritaire avec de graves conséquences aux pays sahéliens déjà peu résilients (Pellerin, 2012). Les attaques terroristes ont coûté au Niger plus d'un millier de vies humaines, causé des milliers de déplacés ainsi qu'une aggravation de la pauvreté (Omar, 2022), même si les incursions terroristes de grande envergure ont baissé au Niger ces deux dernières années (Agence Nigérienne de Presse, 2023).

Pour venir à bout de ce problème sécuritaire, le Niger a adopté diverses stratégies. En plus des opérations militaires entreprises sur le terrain, le pays a opté pour un dialogue avec les chefs djihadistes. Le Niger a aussi sollicité l'aide des forces armées de puissances étrangères à travers des accords de coopération militaire. C'est ainsi que les forces françaises, américaines, allemandes et de l'Union Européenne sont arrivées dans le pays (Le Point, 2022 ; Maïga & Adam, 2018 ; Africanews, 2018).

Perçue comme envahissante, cette présence d'armées étrangères au Niger est de plus en plus controversée par l'opinion publique. Le paroxysme de cette hostilité vis-à-vis de l'intervention d'armées de puissances étrangères s'illustre par le blocus imposé par les populations à Téra à un convoi de l'armée française qui faisait route vers le Mali et la marche de protestation du 18 septembre 2022 contre la présence de la force Barkhane au Niger (Atafa, 2022 ; Chahed, 2021).

Cette dépêche fait la lumière sur les perceptions des Nigériens sur la situation sécuritaire ainsi que leurs positions par rapport à la présence de forces militaires étrangères dans leur pays.

Les résultats font ressortir que la majorité des Nigériens se disent satisfaits de l'évolution de la situation sécuritaire de leur pays et approuvent l'efficacité du gouvernement face au terrorisme, même si beaucoup déclarent s'être sentis en insécurité au moins une fois pendant l'année écoulée.

Ils apprécient bien les efforts de leurs forces de défense contre l'extrémisme violent et rejettent le recours aux forces armées de pays étrangers dans cette lutte.

L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Huit rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 39 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 9 (2021/2023) sont en

cours. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe d'Afrobarometer au Niger, conduite par le Laboratoire d'Etudes sur les Dynamiques Sociales et le Développement Local (LASDEL), s'est entretenue avec 1.200 adultes nigériens en juin 2022. Un échantillon de cette taille produit des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes ont été précédemment réalisées au Niger en 2013, 2015, 2018 et 2020.

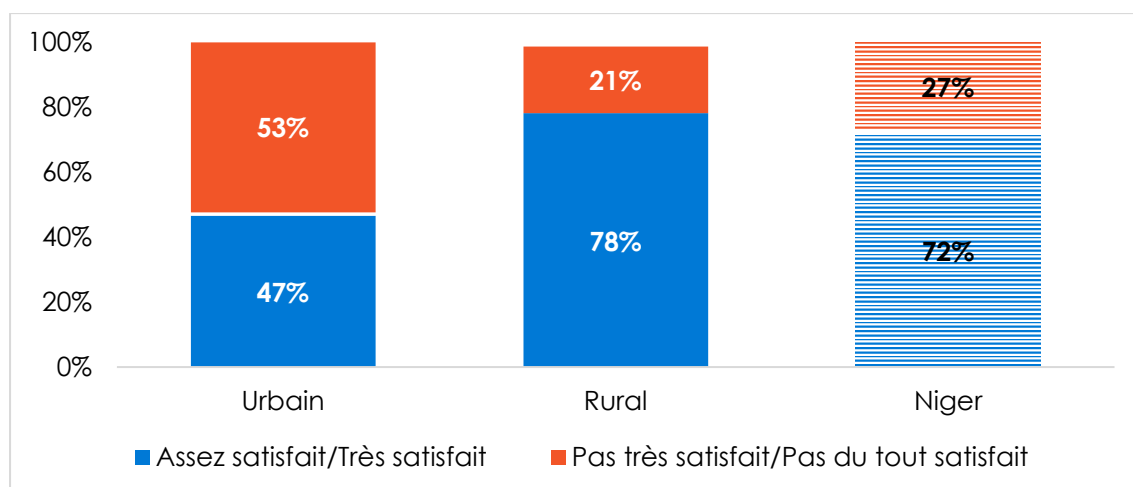
Résultats clés

- Près des trois quarts (72%) des Nigériens se disent satisfaits de l'évolution de la situation sécuritaire de leur pays.
- Huit citoyens sur 10 (79%) estiment que leur gouvernement est efficace dans ses efforts pour résoudre le problème des extrémistes armés dans le pays.
- Cependant, plus de quatre sur 10 (42%) déclarent ne s'être pas sentis en sécurité dans leur quartier au moins une fois au cours des 12 derniers mois, et 33% disent avoir craint d'être victimes de crime à domicile.
- L'écrasante majorité (87%) des répondants sont satisfaits de l'implication des forces armées nigériennes dans la lutte contre le terrorisme.
- Près des deux tiers (64%) des Nigériens ne sont pas d'accord que le gouvernement ait recours aux forces militaires étrangères pour sécuriser le pays.

Lutte contre l'insécurité

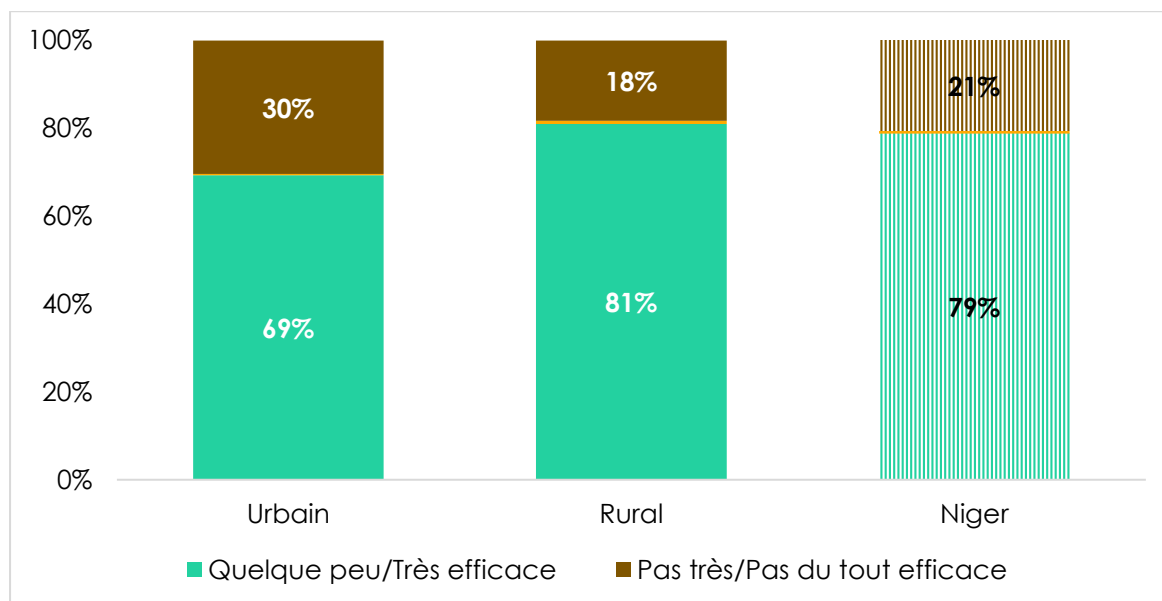
Même si des attaques terroristes sporadiques persistent au Niger (Agence Nigérienne de Presse, 2023), une large majorité des Nigériens disent qu'ils sont satisfaits de l'évolution de la situation sécuritaire dans le pays (72%) (Figure 1) et approuvent l'efficacité du gouvernement dans son approche de la question de l'extrémisme violent (79%) (Figure 2). Les ruraux sont largement plus satisfaits que les citadins de l'amélioration des conditions sécuritaires (78% vs. 47%) et approuvent plus l'efficacité du gouvernement face au terrorisme (81% vs. 69%).

Figure 1 : Satisfaction par rapport à l'évolution de la situation sécuritaire | par milieu de résidence urbain-rural | Niger | 2022



Question posée aux répondants : Dans l'ensemble, quel est votre degré de satisfaction de l'évolution de la situation sécuritaire au Niger ?

Figure 2 : Efficacité du gouvernement dans la gestion de l'extrémisme violent
 | par milieu de résidence urbain-rural | Niger | 2022



Question posée aux répondants : Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement nigérien a été efficace dans ses efforts pour résoudre le problème des extrémistes armés dans ce pays ?

Malgré cette satisfaction qu'ils ont à l'égard de la situation sécuritaire de leur pays, beaucoup de citoyens nigériens vivent encore sous la peur de l'insécurité. En effet, plus de quatre répondants sur 10 (42%) déclarent s'être sentis en insécurité dans leur quartier au moins une fois pendant l'année écoulée, et le tiers (33%) disent avoir craint d'être victimes d'un crime à leur domicile (Figure 3).

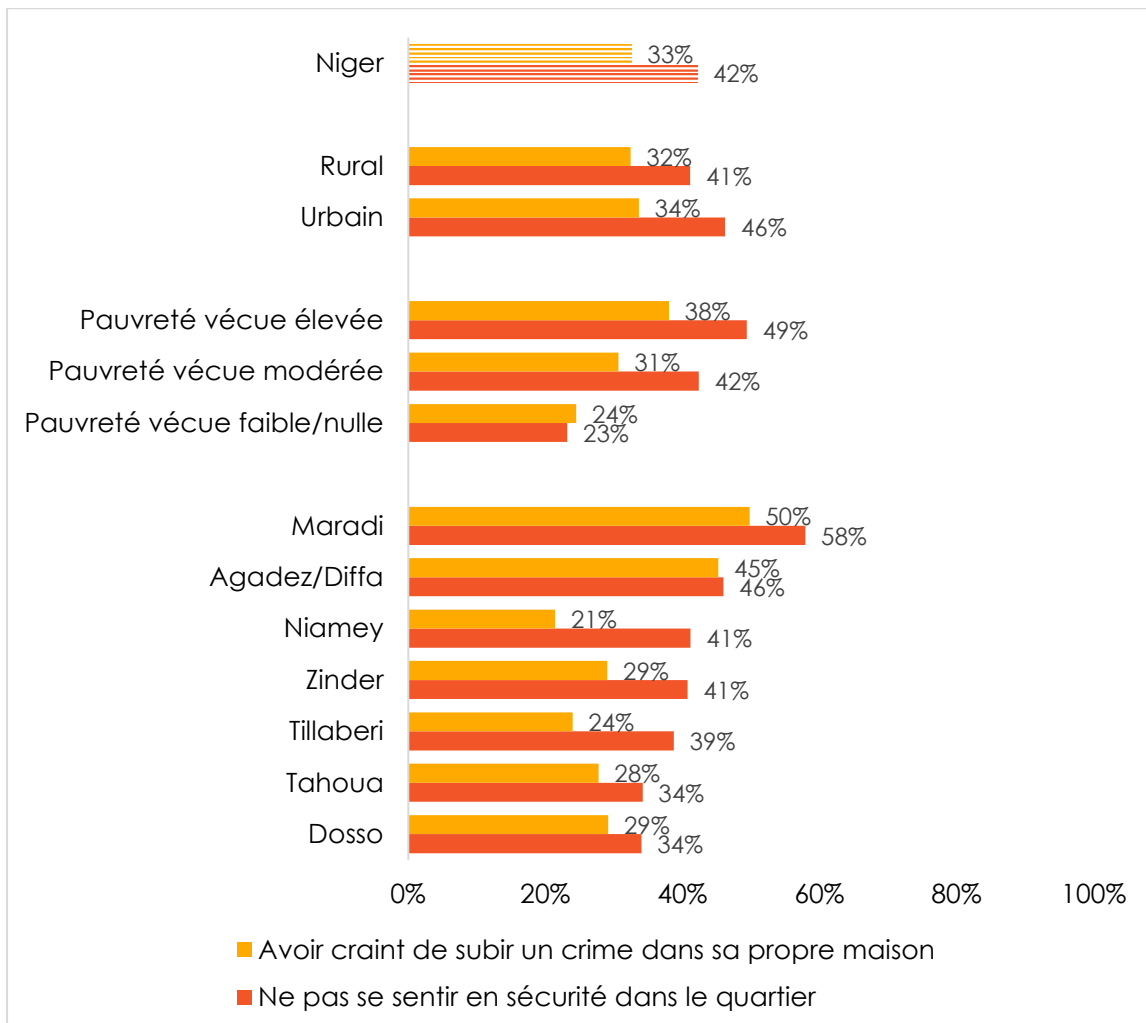
L'insécurité dans le quartier est plus répandue dans les régions de Maradi (58%) et d'Agadez/Diffa (46%) que dans les autres régions du Niger (34%-41%).¹ Elle est également plus prononcée parmi les moins nantis (49%)² et en ville (46%) que parmi les plus nantis (23%) et dans les villages (41%).

De même, la crainte d'être victime d'un crime chez soi est plus ressentie à Maradi (50%) et Agadez/Diffa (45%) et par les moins aisés (38%) que par les résidents des autres régions du pays (21%-29%) et les personnes aisées (24%).

¹ Conformément à leur proportion de la population totale du Niger, les échantillons de petites dimensions dans les régions faiblement peuplées produisent des résultats dont les marges d'erreur sont importantes.

² L'Indice de la Pauvreté Vécue d'Afrobarometer mesure les niveaux de privation matérielle des répondants en demandant à quelle fréquence eux-mêmes ou leurs familles ont dû vivre sans les nécessités de base (assez de nourriture pour manger à sa faim, assez d'eau pour les besoins domestiques, les soins médicaux, assez de combustible pour la cuisson des repas, et un revenu en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes et Patel (2022) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

Figure 3 : Sentiment d'insécurité | par groupe démographique | Niger | 2022

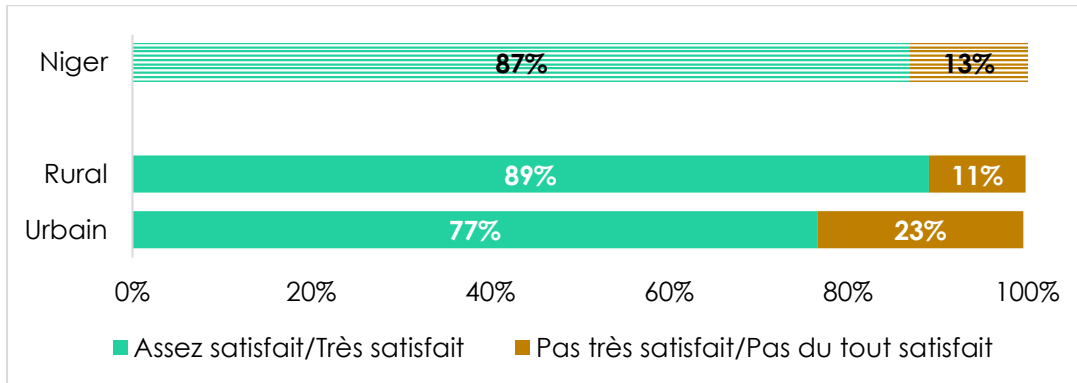


Questions posées aux répondants : Au cours des 12 derniers mois, combien de fois, le cas échéant, est-ce que vous ou un membre de votre famille : Ne vous êtes pas sentis en sécurité dans votre quartier ? Avez-vous craint de subir un crime dans votre propre maison ? (% qui disent « juste une ou deux fois », « quelque fois », « plusieurs fois » ou « toujours »)

Au regard de leurs impressions par rapport à la situation sécuritaire du pays, il est donc peu surprenant que les Nigériens soient comblés des efforts de leur armée contre l'avancée du terrorisme dans le pays. Une forte majorité (87%) d'entre eux se disent « assez satisfaits » ou « très satisfaits » de l'implication des militaires dans la lutte contre le terrorisme (Figure 4). Cette satisfaction est fortement répandue parmi les répondants peu importe leur milieu de résidence, mais elle l'est moins chez les citadins par rapport aux villageois (77% vs. 89%).

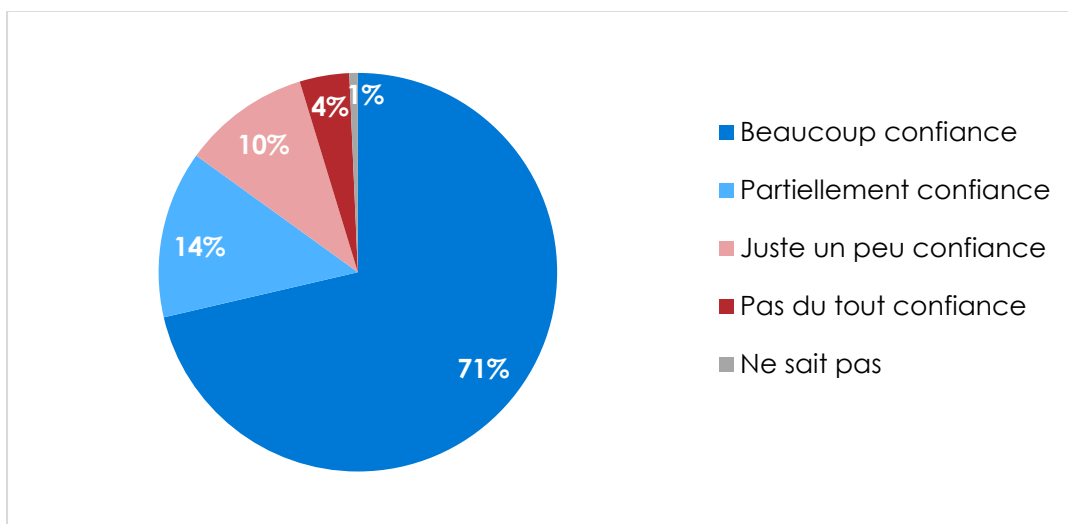
En plus du satisfécit que procure leur implication dans la lutte contre l'extrémisme armée, l'armée nigérienne semble digne de confiance aux yeux du peuple du Niger. L'écrasante majorité (85%) des citoyens déclarent faire « beaucoup » (71%) ou « partiellement » (14%) confiance aux forces de défense de leur pays (Figure 5).

Figure 4 : Satisfaction par rapport à l'implication de l'armée dans la lutte anti-terroriste
 | par milieu de résidence urbain-rural | Niger | 2022



Question posée aux répondants : A quel point êtes-vous satisfait de l'implication des forces militaires dans la lutte contre le terrorisme ?

Figure 5 : Confiance à l'armée | Niger | 2022



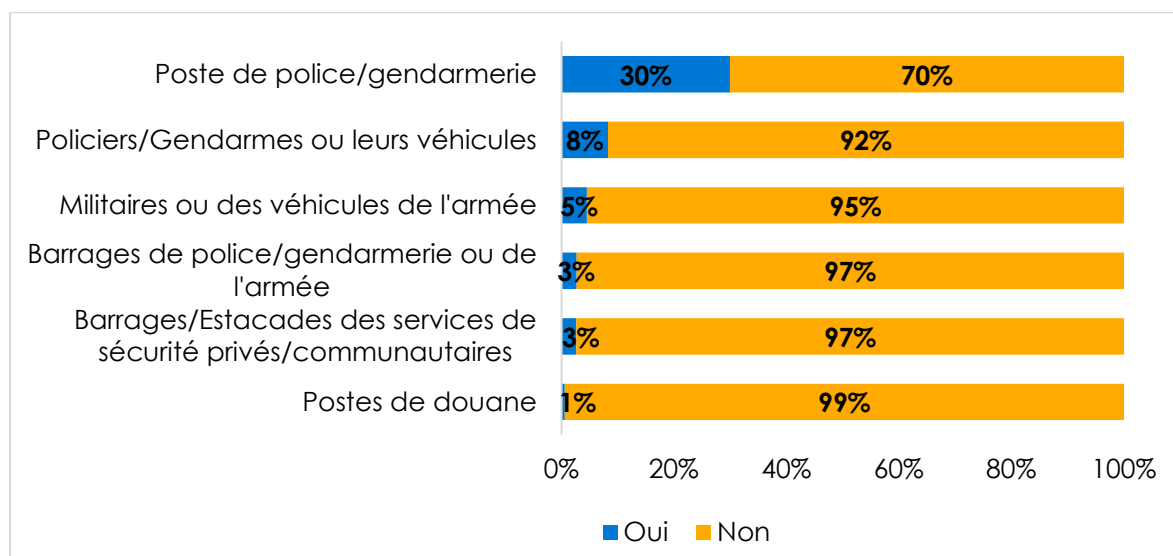
Question posée aux répondants : A quel point faites-vous confiance aux forces de défense du Niger, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

Durant la phase de collecte des données sur le terrain, les équipes d'Afrobarometer font des observations dans chaque zone de dénombrement (ZD) qu'elles visitent sur les services et les installations disponibles dans la zone. Comme les ZD visitées sont sélectionnées pour représenter la population du pays dans son ensemble, ces données fournissent des indicateurs fiables de la disponibilité de ces infrastructures et services.

Il ressort que dans ou à proximité de 30% des zones visitées, les équipes d'Afrobarometer ont constaté la présence d'un poste de police ou de gendarmerie (Figure 6). Des policiers/gendarmes ou leurs véhicules ont été aussi vus dans 8% des ZD. Quant aux militaires ou véhicules de l'armée, leur présence a été observée dans 5% des ZD.

Par contre, les autres dispositifs de sécurité comme les postes de douane, les barrages de police/gendarmerie ou de l'armée ainsi que les barrages ou estacades des services de sécurité privés ou communautaires n'ont pas été aperçus par les équipes dans près que la totalité des ZD visitées.

Figure 6 : Présence de dispositifs sécuritaires | Niger | 2022

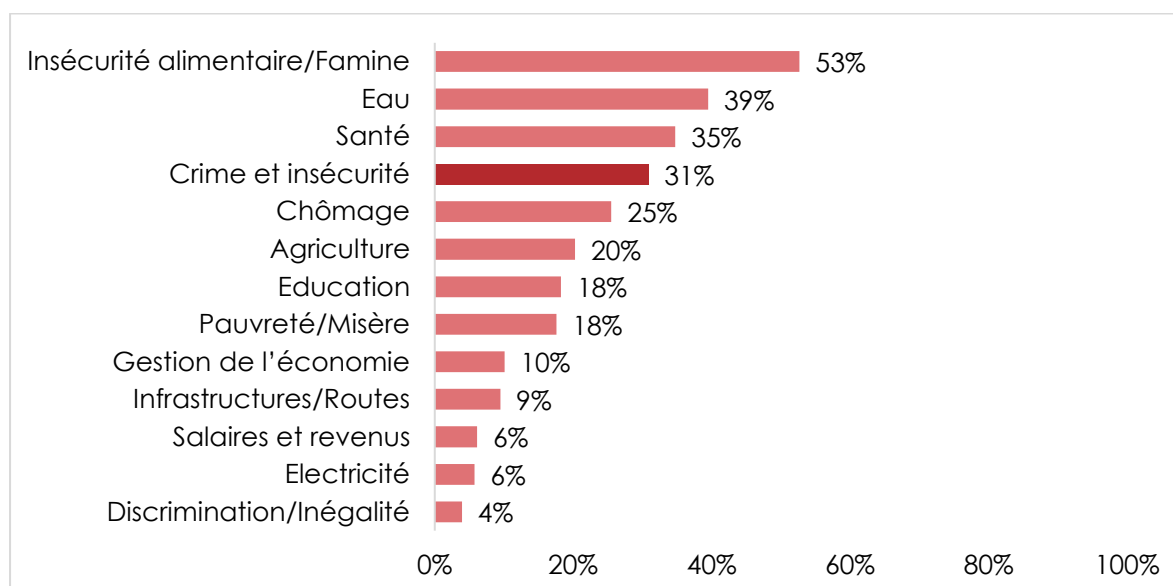


Questions posées aux enquêteurs :

*Les infrastructures suivantes sont-elles disponibles dans cette unité d'échantillonnage/zone de dénombrement ou à distance de marche de celle-ci : Poste de police/gendarmerie ?
 Dans la ZD, avez-vous (ou l'un de vos collègues) vu ... ?*

Malgré leur satisfaction avec l'évolution de la situation sécuritaire et l'armée nigérienne, la question sécuritaire continue de faire partie des préoccupations des Nigériens. Le crime et l'insécurité a été cité par 31% des citoyens, derrière l'insécurité alimentaire (53%), l'eau (39%) et la santé (35%), parmi les problèmes les plus importants auxquels le gouvernement devrait s'attaquer (Figure 7).

Figure 7 : Problèmes les plus importants | Niger | 2022

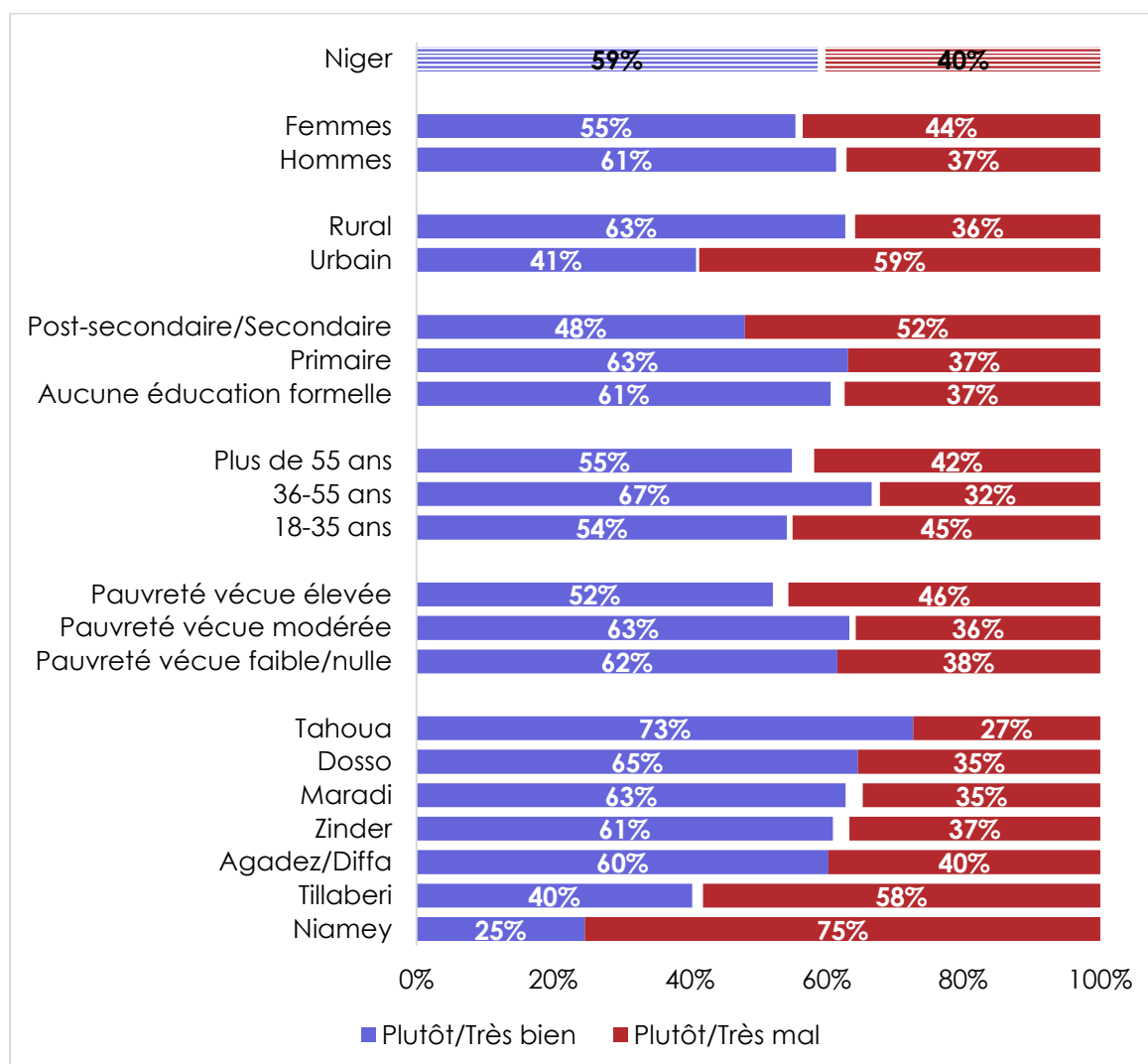


Question posée aux répondants : A votre avis, quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer ? (Jusqu'à trois réponses par personne. La figure montre le pourcentage de répondants qui citent chaque problème parmi leurs trois priorités.)

Six répondants sur 10 (59%) estiment que le gouvernement résout « plutôt bien » ou « très bien » la question de la criminalité, pendant que 40% qualifient de mauvaise sa performance dans ce secteur (Figure 8).

Cette performance est moins appréciée parmi les répondants de Niamey (25%) et Tillabéri (40%), les citadins (41%), les plus instruits (48%), ceux qui vivent une pauvreté aigüe (52%) et les femmes (55%) comparativement à leurs homologues respectifs.

Figure 8 : Performance du gouvernement dans la lutte contre la criminalité | par groupe démographique | Niger | 2022



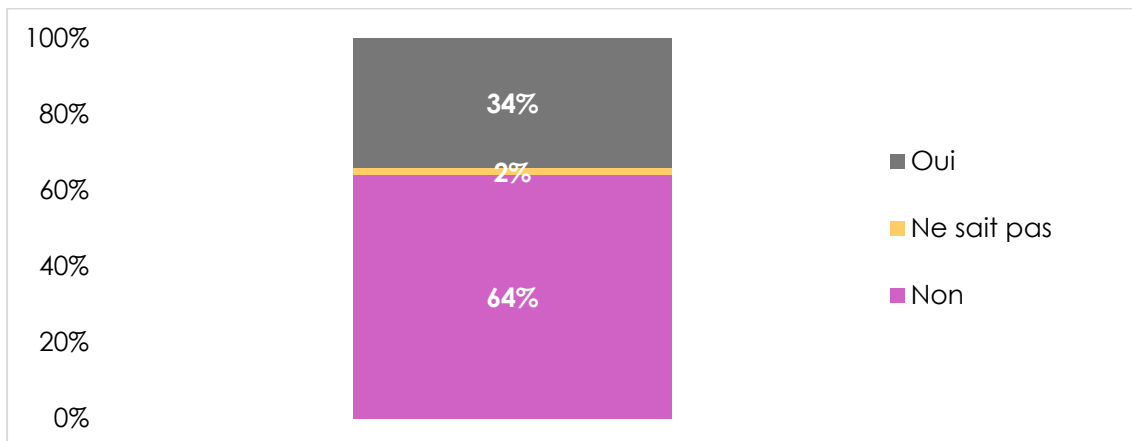
Question posée aux répondants : Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond à la réduction de la criminalité, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

Recours aux forces étrangères

Le recours aux forces armées étrangères fait partie des approches adoptées par certains pays africains en proie aux attaques terroristes. Mais depuis quelques moments, la présence de forces étrangères suscite de plus en plus de critiques au sein de l'opinion publique. Au Niger, 64% des citoyens sont contre le recours aux forces armées étrangères pour sécuriser leur pays, tandis que le tiers (34%) trouvent que cela est nécessaire (Figure 9).

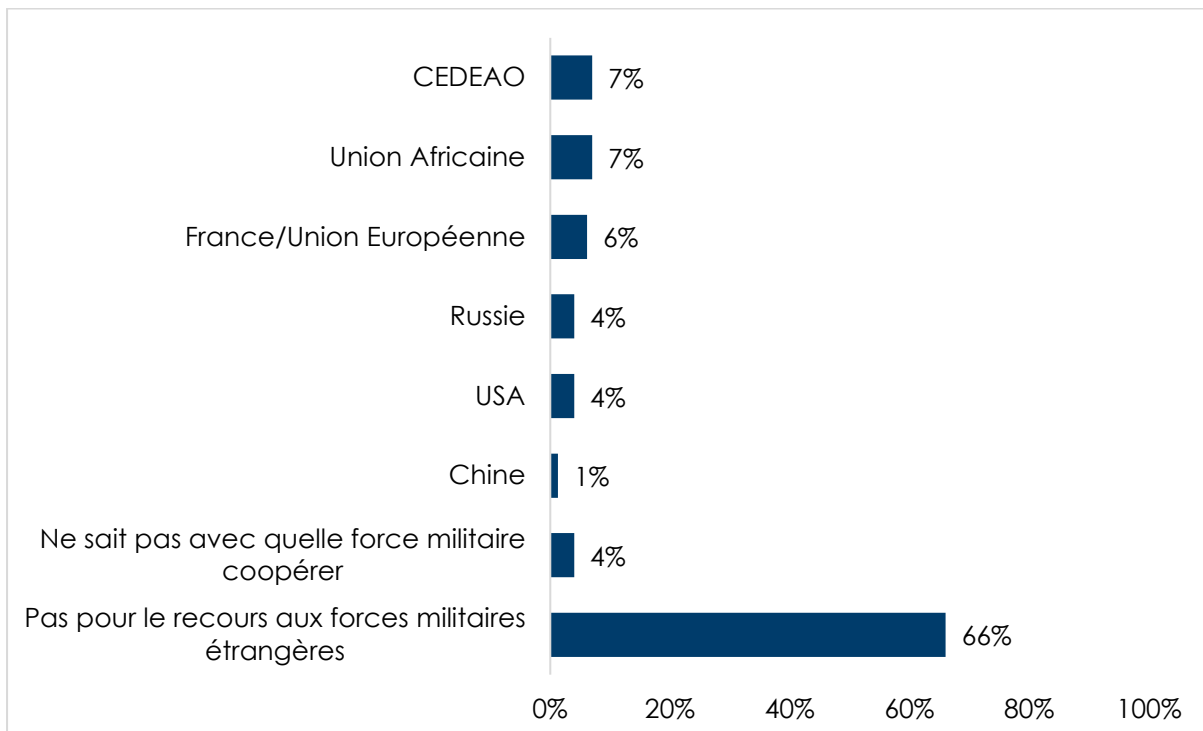
Ceux qui trouvent qu'il est crucial que le Niger ait recours aux forces étrangères pour sécuriser le pays se focalisent, quant à leurs préférences, sur les forces militaires de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) (7% de tous les répondants), les forces militaires de l'Union Africaine (7%) et les forces militaires françaises ou leurs alliés de l'Union Européenne (6%) comme les forces avec lesquelles le pays devrait coopérer (Figure 10).

Figure 9 : Le gouvernement devrait-il recourir aux forces étrangères pour sécuriser le pays ? | Niger | 2022



Question posée aux répondants : Pensez-vous que le gouvernement devrait recourir aux forces militaires étrangères pour sécuriser le pays ?

Figure 10 : Avec quelle forces militaires le gouvernement devrait-il coopérer pour sécuriser le pays ? | Niger | 2022



Question posée aux répondants : Laquelle des forces militaires suivantes devraient opérer avec le gouvernement nigérien pour sécuriser le pays ?

Conclusion

Les Nigériens apprécient bien l'évolution de la situation sécuritaire de leur pays ainsi que la performance de leurs gouvernants dans la lutte contre le terrorisme et la criminalité, même si beaucoup parmi eux vivent encore sous la crainte de l'insécurité.

Ils font largement confiance à leur force de défense et sont satisfaits des efforts déployés par celle-ci pour éradiquer les attaques des groupes armés extrémistes. En revanche, l'intervention des forces armées de puissances étrangères pour la sécurisation du pays va à l'encontre de la volonté de la plus grande partie du peuple nigérien.

Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter notre outil
d'analyse en ligne au www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Références

- Africanews. (2018). Niger : Du matériel militaire américain pour la lutte anti-djihadiste. 21 septembre.
- Agence Nigérienne de Presse. (2023). Résumé analytique des incidents armés des 1^{er} trimestres 2021, 2022 et 2023 au Niger. 20 avril.
- Atafa, A. (2022). Niger – Niamey : La société civile manifeste contre la cherté de la vie et la présence des forces étrangères. Air Info. 18 septembre.
- Chahed, N. (2021). Burkina Faso : Le convoi militaire français a repris sa progression vers le Niger (médias). Agence Anadolu. 26 novembre.
- Le Point. (2022). Niger : La stratégie de dialogue avec les groupes djihadistes enclenchée. 27 février.
- Maïga, I., & Adam, N. (2018). Que protègent les forces militaires étrangères au Sahel ? Institut d'Etude de Sécurité.
- Mattes, R., & Patel, J. (2022). La pauvreté vécue resurgit. Document de Politique No. 84 d'Afrobarometer.
- Omar, S. (2022). Niger : 1200 morts dans les "attaques terroristes" depuis 2013. Agence Anadolu. 29 mai.
- Pellerin, M. (2012). Le Sahel et la contagion libyenne. *Politique Etrangère*, 4, 835-847.

Mahamne Tahirou Ali Bako est membre de l'équipe Afrobarometer du Laboratoire d'Etudes sur les Dynamiques Sociales et le Développement Local (LASDEL) au Niger. Email : tahiroualibako@gmail.com

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'University of Nairobi au Kenya. Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain pour la Paix, de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations – Africa, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation William et Flora Hewlett, de l'Union Européenne, du National Endowment for Democracy, de la Fondation Mastercard, de l'Agence de Coopération Internationale du Japon (JICA), de l'University of California San Diego, du Centre Mondial du Pluralisme, de la Banque Mondiale, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda et de GIZ.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contacter Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) ou Runyararo Munetsi (runyararo@afrobarometer.org) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.

Suivez nos publications à #VoicesAfrica.



Dépêche No. 653 d'Afrobarometer | 19 juin 2023